

Beneficial Ownership Transparency in Africa

Open
Ownership



EITI
Extractive Industries
Transparency Initiative

Open
Government
Partnership

PROMOUVOIR LA TRANSPARENCE DE LA PROPRIÉTÉ EFFECTIVE EN AFRIQUE

Rencontre politique et technique de haut niveau

19-20 mai 2021

Note d'orientation

Contexte et justification

En 2011, la 4^e Conférence conjointe de la Commission de l'Union africaine et de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CUA/CEA) des ministres africains des Finances, de la Planification et du Développement économique a donné un mandat à la CEA pour créer le Groupe de haut niveau sur les flux financiers illicites en provenance d'Afrique. Cette décision était éclairée par une détermination à assurer le développement accéléré et soutenu de l'Afrique, en s'appuyant autant que possible sur ses propres ressources.

La transparence de la propriété effective est apparue comme un outil politique important dans les pays pour lutter contre la corruption, endiguer les flux financiers illicites et combattre l'évasion fiscale. En août 2020, près de 30 pays membres du [Partenariat pour un gouvernement ouvert](#) (OGP) se sont engagés à faire progresser les normes mondiales sur la transparence en matière de propriété effective. Cette nécessité n'a fait que gagner du terrain depuis le déclenchement de la pandémie de COVID-19 et les efforts déployés par les pays pour surmonter les difficultés à leur reprise économique, déjà aggravées par les crises économiques et de santé publique passées. [La campagne Réponse ouverte + Récupération ouverte menée par l'OGP](#) et l'appel à l'action de ses pays membres soulignent bien l'urgence pour les États d'exiger des sociétés bénéficiaires de fonds publics d'urgence la divulgation de l'identité de leurs bénéficiaires effectifs.

En 2020, il a été demandé aux pays participant à l'[Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives](#) (ITIE) de divulguer l'identité des bénéficiaires effectifs de leurs sociétés minières, pétrolières et gazières. Cette exigence constitue un pas en avant notable vers l'abandon de l'anonymat des sociétés qui extraient des minéraux solides, du pétrole et du gaz en Afrique, surtout lorsqu'il s'agit d'entités impliquées dans l'extraction de ressources minérales qui sont dévolues à l'État au nom du peuple ou qui soumissionnent pour des marchés publics. En Afrique, les pays membres de l'OGP ont utilisé leur instance commune pour engager d'importantes réformes en matière de gouvernance des industries extractives, certains d'entre eux l'utilisant spécifiquement pour accélérer leurs progrès à respecter les exigences de l'ITIE.

Pour autant, cette démarche de transparence de la propriété effective s'impose dans tous les secteurs. On constate à cet effet une tendance croissante à faire appel conjointement aux plateformes de l'OGP et de l'ITIE pour s'attaquer à des questions intersectorielles, telles que la transparence des contrats et les divulgations environnementales. L'Afrique du Sud, le Ghana, le Kenya, le Libéria, le

Beneficial Ownership Transparency in Africa

Open
Ownership



EITI
Extractive Industries
Transparency Initiative

Open
Government
Partnership

Nigéria, le Sierra Leone et le Sénégal font partie des pays qui prennent des mesures supplémentaires au niveau national pour lutter spécifiquement contre le secret financier, notamment en exigeant que les bénéficiaires effectifs d'entreprises, les partenariats, les fondations et les trusts s'enregistrent.

Bien que les progrès accomplis soient louables, la promesse que la propriété effective arrive à contrer la corruption, les flux financiers illicites, l'évasion et l'évitement fiscaux et le financement du terrorisme n'aboutira que lorsqu'on s'assurera que les meilleures pratiques sont adoptées dans l'élaboration des législations et des réglementations, la tenue des registres ainsi que l'utilisation et l'intégration des infrastructures. L'examen préliminaire des divulgations indique la présence de lacunes transversales en matière de collecte de données et de divulgation d'informations. Plusieurs pays n'ont toujours pas élaboré de dispositions juridiques pertinentes, tandis qu'il subsiste dans plusieurs pays des problèmes de qualité, de vérification et d'utilisation des données. L'élan croissant en faveur de l'abandon de l'anonymat des entreprises dépend des conditions politiques et techniques correspondantes qui garantiront l'amélioration continue des résultats.

Objectifs

C'est dans ce contexte que, dans le cadre de la semaine Open Gov, le [Partenariat pour un gouvernement ouvert](#), l'[Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives \(ITIE\)](#) et l'Open Ownership invitent conjointement les chefs de gouvernement, de la société civile, du secteur public et des entreprises à participer les 19 et 20 mai 2021 à une rencontre politique et technique sur l'avancement de la transparence en matière de propriété effective dans les pays de l'OGP et de l'ITIE. Cette rencontre marquera aussi l'amorce d'un nouveau programme conjoint proposé par l'ITIE et Open Ownership visant à faire progresser la transparence de la propriété effective comme outil pour renforcer la gouvernance des ressources naturelles.

L'objectif global de cette réunion sera de mobiliser l'élan politique et le soutien nécessaires pour utiliser la transparence en matière de propriété effective comme moyen d'action sur plusieurs plans : atténuer la corruption et la mauvaise gestion des ressources naturelles, s'adapter aux nouveaux défis de gouvernance découlant de la pandémie mondiale de coronavirus, et partager les meilleures pratiques pour mettre en place une infrastructure de réforme de la propriété effective permettant d'en améliorer l'efficacité et l'impact.

Plus précisément, cette rencontre vise à :

- Dresser un état des lieux de la transparence en matière de propriété effective en Afrique
- Formuler des arguments convaincants quant à la nécessité d'accélérer et de prioriser la transparence de la propriété effective pour s'attaquer à la corruption dans les domaines de l'extraction, des impôts et des affaires en Afrique

Beneficial Ownership Transparency in Africa

Open
Ownership



EITI
Extractive Industries
Transparency Initiative

Open
Government
Partnership

- Renforcer le soutien politique et élever l'engagement politique en faveur de la transparence de la propriété effective en Afrique
- Permettre aux pouvoirs publics et à l'industrie de divulguer des données de qualité sur les bénéficiaires effectifs du secteur des industries extractives, afin d'améliorer la transparence et la responsabilisation en Afrique
- Renforcer la capacité des pouvoirs publics et des parties prenantes locales pour leur permettre d'intégrer, d'utiliser et d'analyser les données dans le domaine public afin d'améliorer la responsabilisation et la gouvernance en Afrique

Format

Jour 1 : Discussion de haut niveau sur la transparence de la propriété effective en Afrique (grand public)

19 mai 2021 | 12h00 Abidjan/ 14h00 Johannesburg/ 14h00 Oslo/ 15h00 Nairobi/ 08h00 EDT

[S'inscrire ici.](#)

Ce panel fait partie d'une série de discussions régionales visant à faire progresser l'action collective sur la transparence de la propriété effective, à mesure que les pays examinent les efforts à long terme de rétablissement et de résilience qu'ils doivent prendre suite aux crises économique et sanitaire provoquées par la pandémie, y compris avec des partenaires multilatéraux, et d'autres alliés essentiels. Ce panel inclura des intervenants de haut-placés du Ghana, du Kenya, de Nigeria, de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA), de la Banque africaine de Développement (AfDB), d'OGP et de l'ITIE.

Jour 2 : Table ronde technique (sur invitation uniquement)

20 mai 2021 | 10h00 Abidjan/ 12h00 Johannesburg/ 12h00 Oslo/ 13h00 Nairobi/ 06h00 EDT

La table ronde technique réunira des responsables techniques de haut niveau venant d'organismes publics travaillant sur la divulgation de la propriété effective, des membres des groupes multipartites nationaux africains de l'ITIE, des secrétariats nationaux des pays de l'ITIE et des forums multipartites de l'OGP. Ils y partageront les meilleures pratiques en matière d'élaboration de dispositions juridiques, d'amélioration de la collecte et de la gestion des données, de garantie d'assurance qualité et d'incitation des parties prenantes à utiliser les données produites. La session technique aura lieu au cours de la semaine Open Gov et sera précédée d'une session plénière où de hauts responsables plaideront en faveur de la divulgation des bénéficiaires effectifs par le biais d'engagements et

Beneficial Ownership Transparency in Africa

Open
Ownership



EITI
Extractive Industries
Transparency Initiative

Open
Government
Partnership

participeront à un débat sur les perspectives et les difficultés à faire progresser la divulgation de la propriété effective en Afrique.

[Accéder au programme ici.](#)

Si vous êtes un professionnel travaillant dans le domaine de la propriété effective en Afrique et que vous souhaitez recevoir plus amples informations sur cette table ronde, [veuillez-vous inscrire ici.](#)

Le panel des intervenants inclus :



M. Alhaji Garba Abubakar a été nommé registrar générale/PDG de la Commission des affaires d'entreprises (CAE) le 7 janvier 2020. Jusqu'à sa nomination, il était le directeur chargé de la conformité/du contentieux à la CAE. Il avait auparavant occupé le poste de conseiller spécial de l'ancien registraire général entre 2010 et 2017. À ce poste, il s'est fait le champion des réformes visant à faciliter les affaires, notamment dans les domaines de l'enregistrement électronique, de la consolidation des formulaires d'enregistrement, de l'intégration du portail d'enregistrement de la CAE avec le portail des droits de timbre du Service fédéral des impôts (Federal Inland Revenue Service – FIRS), de la réduction des frais d'enregistrement, de l'enregistrement direct par les premiers directeurs/abonnés ainsi que de la création d'un guichet de recherche public qui fournit des informations gratuites au public sur toutes les entités enregistrées par la CAE.



Mme **Lola Adekanye** dirige les programmes d'intégrité des entreprises et de lutte contre la corruption en Afrique au Center for International Private Enterprise (CIPE). Adekanye fait partie de plusieurs groupes de travail, comités de rédaction et comités, notamment du Centre de gouvernance et de lutte contre la corruption du CIPE, qui soutient les programmes et projets de lutte contre la corruption dans le monde. Sa spécialité est la politique publique en matière de lutte contre la corruption, de prévention de la criminalité financière, de conformité à l'éthique des affaires dans les chaînes de valeur et sur les marchés émergents, et elle se passionne pour le développement de la technologie afin de renforcer la responsabilité du secteur public. Mme Adekanye est une avocate agréée, membre du barreau

Beneficial Ownership Transparency in Africa

Open
Ownership



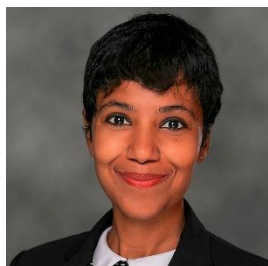
EITI
Extractive Industries
Transparency Initiative

Open
Government
Partnership

de l'État de New York et du barreau nigérian, avec plus de 12 ans d'expérience en tant que juriste d'entreprise et spécialiste de la conformité.



M. **Daniel Gbondo Esq.** est un juriste spécialisé dans le droit minier et le droit de la propriété. Il est conseiller en politique minière au ministère des mines et des ressources minérales de la Sierra Leone, où il dirige les processus de réforme de la politique minière, de la législation et de la réglementation. Il est le président du groupe de travail technique sur la propriété effective de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives en Sierra Leone (SLEITI). Daniel a été consultant pour la Banque mondiale, la Banque africaine de développement, d'autres agences de développement international et des sociétés minières multinationales. Il est l'un des quatre consultants de la Banque mondiale qui ont rédigé la nouvelle politique minière et la politique d'exploitation minière artisanale de la Sierra Leone.



Mme **Lakshmi Kumar** est directrice des politiques à Global Financial Integrity. Elle possède plusieurs années d'expérience dans les domaines de la politique financière, des enquêtes sur les valeurs mobilières, de la gouvernance réglementaire, de la lutte contre la corruption et de la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Ses travaux antérieurs comprennent la rédaction d'une législation visant à identifier les bénéficiaires effectifs pour le secteur financier en Inde, l'évaluation de la robustesse du marché des valeurs mobilières dans la région eurasienne pour le Groupe eurasien de lutte contre le blanchiment d'argent (EAG), et la conduite d'enquêtes sur les fonds souverains, les procédures de passation de marchés et d'autres entités d'investissement extraterritoriales pour détecter les risques de fraude et de financement du terrorisme.

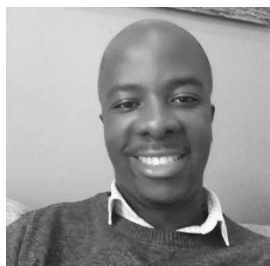
Beneficial Ownership Transparency in Africa

Open
Ownership



EITI
Extractive Industries
Transparency Initiative

Open
Government
Partnership



M. **Ian Mwiinga** est le coordonnateur national du secrétariat ITIE de la Zambie. Il est également membre du Conseil d'administration international de l'ITIE représentant les pays mettant en œuvre l'ITIE dans la région d'Afrique anglophone. Ian est passionné par le fait de galvauder les différentes parties prenantes du secteur extractif afin d'améliorer la gouvernance de l'industrie.



Mme **Jemima Mamaa Oware** est une avocate et l'actuel registraire général du Ghana. Elle a commencé à exercer dans le privé au sein de l'un des principaux cabinets d'avocats du Ghana, le Sackandah Chambers, avant de rejoindre le ministère de la justice et le département du procureur général (MOJAD), division des poursuites, en tant qu'assistante du procureur général. En tant que registraire général et avocate d'entreprise de premier plan, Mme Oware est créditée de l'introduction de réformes réussies visant à faciliter les processus d'enregistrement et de commerce au Ghana. Il s'agit notamment de l'introduction et de la mise en œuvre d'un portail en ligne, des certificats électroniques, de la numérisation des dossiers des entreprises.



M. **Demba Seydi** travaille pour Publiez Ce Que Vous Payez en tant que coordinateur régional pour l'Afrique de l'Ouest francophone, basé à Dakar - Sénégal. Demba représente PCQVP au niveau régional, guide les initiatives de plaidoyer des membres ouest-africains du réseau et aide à développer les capacités des coalitions membres. Demba contribue également à l'élaboration et à la mise en œuvre de plans stratégiques et de mécanismes de gouvernance pour le Secrétariat International de PCQVP. Avant de rejoindre PCQVP en 2017, Demba a travaillé comme responsable du programme régional des industries extractives pour Oxfam en Afrique de l'Ouest. Demba est titulaire d'un master en relations internationales et suit un autre master global en pratique du développement. Il parle le français, l'anglais et l'espagnol.

Beneficial Ownership Transparency in Africa

Open
Ownership



EITI
Extractive Industries
Transparency Initiative

Open
Government
Partnership

Contacts :

- Ines Marques, imarques@eiti.org, directrice régionale, Secrétariat international de l'ITIE
- Tonusree Basu, tonu.basu@opengovpartnership.org, directeur adjoint, Domaines thématiques des politiques, OGP
- Louise Russell-Prywata, louise@openownership.org, directrice des programmes et des politiques, Open Ownership
- Maureen Kariuki, maureen.kariuki@opengovpartnership.org, coordonnatrice régionale principale, Afrique et Moyen-Orient, OGP
- Karabo Rajuili, karabo@openownership.org, responsable pays, Open Ownership
- Edwin Wuadom Warden, ewarden@eiti.org, responsable pays, Secrétariat international de l'ITIE

Ressources :

- Page de ressources ITIE comprenant des conseils de mise en œuvre de la transparence de la propriété effective dans les industries extractives : <https://eiti.org/beneficial-ownership>
- Page de ressources sur la propriété effective incluant des conseils de mise en œuvre sur la transparence des bénéficiaires effectifs : <https://www.openownership.org/resources/>
- "La transparence de la propriété effective en Afrique : The state of play in 2020", rapport du Tax Justice Network Africa : <https://www.taxjustice.net/2020/07/01/beneficial-ownership-transparency-in-africa-the-state-of-play-in-2020/>